

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2006 — 1270

[2006/201062]

**16 MARS 2006.** — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 30 mai 2005 conclu entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 30 mai 2005, conclu entre l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 mars 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipeement et du Patrimoine,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,  
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,  
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

Note

(1) *Session 2005-2006.*

*Documents du Conseil 294 (2005-2006). N<sup>os</sup> 1 et 2*

*Compte rendu intégral, séance publique du 15 mars 2006*

*Discussion - Votes.*

**Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne  
et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle**

Vu l'article 35 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 4, 6 et 92bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988, et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 42;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 55bis;

Vu le décret du 6 mai 1999 et le décret du conseil de la Communauté germanophone du 10 mai 1999 concernant l'exercice par la Communauté germanophone des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu la loi du 26 juin 2001 portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale du 4 juillet 2000;

Vu les lignes directrices européennes en matière d'emploi pour l'année 2003, approuvées par le Conseil européen du 22 juillet 2003 et confirmée par le Conseil européen de Bruxelles du 18 juin 2004, notamment les lignes directrices 7 et 10;

Vu l'accord gouvernemental fédéral du 8 juillet 2003;

Vu la déclaration gouvernementale de la Communauté germanophone du 13 septembre 2004;

Vu l'accord gouvernemental flamand du 20 juillet 2004;

Vu l'accord gouvernemental wallon du 19 juillet 2004;

Vu l'accord gouvernemental bruxellois du 10 juillet 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat numéro 30.431/1 du 4 octobre 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat numéro du .....

Considérant que l'Etat fédéral, la Communauté germanophone et les Régions estiment que le développement d'une économie sociale doit être envisagé dans la perspective du développement d'une économie plurielle;

Considérant que l'Etat fédéral, la Communauté germanophone et les Régions souhaitent reconfirmer et développer plus avant leurs ambitions et engagements communs tels que précisés dans l'accord de coopération relatif à l'économie sociale du 4 juillet 2000, en vue du renforcement et du développement de l'économie sociale et de l'économie plurielle;

Considérant qu'il est essentiel de considérer l'économie dans sa globalité en y intégrant non seulement des objectifs économiques, mais aussi des objectifs sociaux, environnementaux et éthiques. De ce fait, il faut donc veiller à développer des projets qui mettent davantage l'accent sur des objectifs sociaux tels que l'accompagnement, la formation ou l'intégration de publics particulièrement fragilisés au sein de la société. Les parties contractantes soulignent le besoin de nouveaux partenariats constructifs et d'un dialogue social pour le développement de l'économie plurielle;

Considérant que le présent accord de coopération met l'accent sur la valeur des initiatives combinant des objectifs sociaux et une dynamique économique. Ces objectifs sociaux se situent tant au niveau de l'intégration socioprofessionnelle de groupes cibles qu'à celui du maintien ou du rétablissement de la cohésion sociale, de la promotion de l'égalité des chances, de la recherche d'une société interculturelle, du respect durable de l'environnement, du renforcement des liens entre le Nord et le Sud, etc.;

Considérant que ces objectifs peuvent être appréhendés comme un défi important pour la vie économique dans sa totalité et que les entreprises peuvent remplir un rôle et une responsabilité importante dans la poursuite d'un développement plus durable;

Considérant que les synergies entre les principes de l'économie classique et ceux de l'économie sociale doivent être explorées, soutenues et stimulées davantage;

Considérant qu'il existe un besoin de disposer de modèles et d'instruments permettant de donner un aperçu objectif de la plus-value tant sociale qu'économique des initiatives prises au sein de l'économie classique et de l'économie sociale;

Considérant que les diverses autorités doivent orienter leur politique de soutien en tenant compte des résultats des analyses susmentionnées;

Considérant que le respect des règles en matière de concurrence doit également être considéré sous cet angle;

Considérant que la poursuite du développement et l'ancrage structurel des services de proximité, en vue de satisfaire des besoins individuels et collectifs au niveau local, permettent une augmentation importante des possibilités d'emploi et que ces services contribuent dans une large mesure au renforcement de la cohésion sociale, principalement en raison de l'approche participative qui leur est caractéristique;

Considérant que l'Etat fédéral, la Communauté germanophone et les Régions peuvent et doivent soutenir des initiatives en ce sens dans le respect de leurs compétences respectives;

Considérant qu'il est dès lors souhaitable, dans le cadre d'une harmonisation mutuelle des dispositifs, d'une mise en œuvre coordonnée des moyens budgétaires et d'une élaboration d'un programme de suivi précis des objectifs fixés, que l'Etat, la Communauté germanophone et les Régions concluent un accord de coopération;

L'Etat fédéral, représenté par le Vice-premier Ministre, Ministre du Budget et des Entreprises publiques, le Ministre compétent pour l'Economie, le Ministre compétent pour l'Emploi, le Ministre compétent pour l'Intégration sociale, et la secrétaire d'état compétente pour l'économie sociale;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre germanophone compétent pour l'Emploi;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président et en la personne du Ministre flamand compétent pour l'Economie sociale;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président et en la personne du Ministre compétent pour l'Economie sociale;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de Bruxelles-Capitale, en la personne de son Ministre-Président et en la personne du Ministre bruxellois compétent pour l'Economie et l'Emploi,

Ont convenu ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Objectifs généraux et champ d'application*

Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. L'économie plurielle considère l'économie dans sa globalité. Elle ne poursuit non seulement des objectifs purement économiques, mais aussi des objectifs sociaux, environnementaux et éthiques.

Le présent accord de coopération est basé sur deux piliers de l'économie plurielle : l'économie sociale et la responsabilité sociale des entreprises.

§ 2. L'Etat fédéral la Communauté germanophone et les Régions s'engagent à associer leurs efforts sur le plan de la recherche, de la récolte des informations et de la promotion de l'économie plurielle, et ce en vue de :

1° poursuivre le développement d'initiatives et d'entreprises d'économie sociale;

Les initiatives et entreprises d'économie sociale produisent des biens ou livrent des services qui sont mis sur le marché, pour lesquels un prix est payé, et pour lesquels des besoins et une clientèle existent. Elles ont des objectifs de continuité, de rentabilité et de développement durable.

Ces initiatives et entreprises respectent les principes de base suivants : la primauté du travail sur le capital, une autonomie de gestion, une finalité de service aux membres, à la collectivité et aux parties prenantes, un processus décisionnel démocratique, un développement durable respectueux de l'environnement. Les services de proximité occupent une place importante parmi ces initiatives d'économie sociale;

2° soutenir un esprit d'entreprise socialement responsable, à savoir une manière d'entreprendre par laquelle des entreprises individuelles recherchent un équilibre durable entre le succès économique et les aspects sociaux, écologiques et éthiques auxquels les entreprises de l'économie sociale et classique sont confrontées.

§ 3. L'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone s'engagent à stimuler et à réaliser au maximum les synergies entre l'économie sociale et la Responsabilité sociale des entreprises.

#### CHAPITRE II. — *Engagements communs*

Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Les parties contractantes s'engagent, dans le cadre de leurs compétences respectives, à prendre les mesures nécessaires et à libérer des moyens en vue du développement des deux piliers de l'économie plurielle visés l'article 1<sup>er</sup> du présent accord de coopération.

§ 2. Lors du développement des deux piliers précités, les parties contractantes s'engagent à toujours considérer l'emploi à part entière et durable ainsi qu'un maximum de chances en faveur des groupes à risque. Dans ce cadre, au côté des chômeurs de longue durée, une attention particulière sera accordée, dans le cadre d'une perspective de carrière, à l'intégration durable du groupe des bénéficiaires du revenu d'intégration et des bénéficiaires d'une aide sociale financière.

C'est pourquoi les parties contractantes s'engagent à consentir un maximum d'efforts en vue d'atteindre une représentation proportionnelle du groupe des bénéficiaires du revenu d'intégration et des ayants droit à une aide sociale financière dans l'ensemble des mesures en faveur de l'emploi. La proportionnalité porte sur la part proportionnelle de ce groupe dans la population globale des demandeurs d'emploi.

Un système de monitoring semestriel sera mis en place afin d'identifier précisément la nature des emplois occupés par les bénéficiaires du revenu d'intégration et les ayants droit à une aide sociale financière ainsi que les différentes filières de l'économie sociale qui leur offrent des possibilités d'embauche. Ce système de monitoring sera supervisé dans le cadre de l'échange d'information qui aura lieu au sein du réseau des administrations visées à l'article 5, § 6, du présent accord de coopération.

§ 3. les parties contractantes confirmeront à nouveau leurs engagements communs pris dans le cadre de la conférence nationale pour l'emploi d'octobre 2003 en vue de la création de 12.000 emplois supplémentaires d'ici octobre 2007.

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Les parties contractantes s'engagent à établir des objectifs opérationnels aussi bien quantitatifs que qualitatifs pour les deux piliers de l'économie plurielle.

Pour chacun des engagements visés à l'article 2 du présent accord de coopération, des objectifs opérationnels tant quantitatifs que qualitatifs seront établis après une concertation entre d'une part l'Etat fédéral et une ou plusieurs Régions et/ou la Communauté germanophone. Un système visant à suivre, à évaluer et à contrôler en temps régulier le respect des engagements mutuels et la réalisation des objectifs préconisés par les parties contractantes, sera mis en place. Ce système sera défini au sein du comité de concertation, visé à l'article 5 de l'accord de coopération.

§ 2. Toute autorité organise en son sein la concertation avec les stakeholders en ce qui concerne l'économie plurielle.

Art. 4. Afin de réaliser les objectifs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du présent accord de coopération, les parties contractantes s'engagent à harmoniser au maximum les mesures fédérales et régionales et communautaires pour que celles-ci se complètent et se renforcent. Les principes suivants seront d'application :

- 1° Effectivité ou l'ambition d'atteindre effectivement les groupes cibles visés et la réalisations des objectifs;
- 2° Efficacité ou la réalisation d'une analyse coûts-bénéfices sur la base des réalisations économiques mais aussi sociétales;
- 3° Simplicité ou la simplification et la clarification, entre autres, des procédures administratives, mesures, dispositions légales, formalités et modalités de paiement et ce, tant pour l'utilisateur que pour l'entreprise ou les instances publiques;
- 4° Transparence, de cette manière, les parties contractantes s'informent mutuellement sur une base régulière, de leurs décisions et activités, par le biais des structures mises en place en vertu de l'article 5;
- 5° Certitude par laquelle, entre autres, des interprétations précises et des périodes d'application certaines sont recherchées;
- 6° Possibilités de suivi ou monitoring clair;
- 7° Terminologie univoque et ce, tant dans la politique que dans la communication en matière d'économie plurielle;
- 8° Complémentarité ou l'adéquation et/ou le renforcement mutuel des différentes mesures;
- 9° Communication ciblée et lorsque c'est possible harmonisation et utilisation intégrée de moyens;
- 10° Participation ou l'association active de toutes les parties prenantes à l'élaboration de la politique, tant au niveau des projets qu'au niveau politique.

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Les parties contractantes s'engagent, lors de la signature du présent accord de coopération, à créer immédiatement le Comité interministériel de concertation pour l'Economie plurielle, appelé ci-après le "Comité de concertation".

§ 2. Le Comité de concertation fonctionne dans un esprit de loyauté fédérale et de dialogue constructif. Il est chargé de :

- 1° l'exécution et du suivi de l'accord de coopération, en particulier en ce qui concerne la détermination et le suivi des objectifs qualitatifs et quantitatifs;
- 2° l'évaluation des principes visés à l'article 4 du présent accord de coopération et leur transposition dans des modalités d'exécution;
- 3° l'évaluation de l'exécution de l'accord de coopération et l'émission d'avis relatifs à l'exécution de l'accord de coopération.

§ 3. Siègent au Comité de concertation :

Pour les autorités fédérales : le Ministre compétent pour le Développement durable et l'Economie sociale, le Ministre compétent pour l'Emploi, le Ministre compétent pour l'Economie, le Ministre compétent pour l'Intégration sociale, le Ministre compétent pour les Personnes handicapées;

Pour les autorités flamandes : le Ministre compétent pour l'Economie sociale :

Pour les autorités wallonnes : le Ministre compétent pour l'Economie sociale;

Pour les autorités bruxelloises : les Ministres compétents pour l'Economie sociale;

Pour les autorités germanophones : le Ministre compétent pour l'Emploi.

§ 4. Le secrétariat et les frais de fonctionnement du Comité de concertation sont pris en charge par les autorités fédérales.

§ 5. 1° Le Comité de concertation se réunira au moins quatre fois par an et fait directement rapport aux Gouvernements compétents.

2° Le Comité de concertation peut décider de créer des groupes de travail afin de respecter les engagements pris dans le cadre du présent accord de coopération.

§ 6. Le comité de concertation est épaulé par la Cellule fédérale d'économie sociale et par un groupe de travail à créer réunissant les administrations concernées, où les préparatifs nécessaires dans le cadre du présent accord de coopération, l'échange d'information et les lignes directrices administratives peuvent prendre place.

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Les parties contractantes s'engagent à collaborer pour recueillir et analyser les informations statistiques nécessaires à une meilleure connaissance de l'économie plurielle.

§ 2. Les parties contractantes s'engagent à prendre des initiatives communes afin de développer des modèles et des instruments scientifiques qui identifient, sur la base de données factuelles, la plus-value, tant sur le plan économique que sur le plan social au sens large, des initiatives prises au sein de l'économie classique et sociale.

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. L'État fédéral d'une part et une ou plusieurs Régions et/ou la Communauté germanophone d'autre part s'engagent à livrer des efforts communs en vue de renforcer les initiatives de l'économie sociale. La collaboration visera à soutenir le développement pro-actif, si possible temporairement, de nouvelles entreprises d'économie sociale, à soutenir leur management et à développer une communication de l'information.

§ 2. Les parties contractantes s'engagent à associer leurs efforts en vue de renforcer l'économie plurielle dans la vie économique. A cet égard, des actions d'impulsion seront mises sur pied en vue de soutenir des projets volontaires d'innovation en matière d'entrepreneuriat socialement responsable.

§ 3. Les parties contractantes se concertent en vue du développement et de l'harmonisation de mécanismes de soutien mis en œuvre en faveur des projets visés au §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent article. Ces mécanismes de soutien continueront à viser la professionnalisation du secteur de l'économie sociale.

§ 4. Les parties contractantes s'engagent à contribuer à une meilleure harmonisation de la communication au sujet de l'économie plurielle, afin de mieux faire connaître l'économie plurielle sous toutes ses facettes auprès d'un large public. Sur la base d'une stratégie cohérente, les moyens destinés à la communication dont dispose le secteur seront utilisés d'une manière plus ciblée et intégrée. Des actions de sensibilisation et de promotion bien réfléchies et planifiées seront menées en concertation.

§ 5. Les parties contractantes s'engagent à promouvoir, là où cela est possible, les domaines énumérés à l'article 1<sup>er</sup> dans le cadre des marchés publics, et ce dans les limites des possibilités offertes par les législations belge et européenne en la matière. Ces possibilités seront promues conjointement par les parties contractantes.

§ 6. 1° Les parties contractantes s'engagent à actualiser de manière régulière leurs différentes réglementations respectives afin qu'une harmonisation maximale mutuelle puisse être effectuée, que les contradictions soient levées et que ces réglementations puissent produire leurs effets de manière ininterrompue et univoque.

2° Les parties contractantes s'engagent à harmoniser leurs réglementations dès que des contradictions apparaissent.

§ 7. En exécution de l'article 2, § 2, les parties contractantes s'engagent à renforcer la collaboration structurelle entre les acteurs locaux du marché de l'emploi.

§ 8. Les parties contractantes s'engagent à aboutir à une extension du nombre de coopératives d'activités à au moins 1 par province. Une réglementation d'agrément structurel pour les coopératives d'activités sera élaborée.

§ 9. Les parties contractantes s'engagent à élaborer un plan d'action visant à favoriser, à soutenir et à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises.

Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Dans les conditions fixées à l'article 9, les autorités fédérales prévoient pour l'année budgétaire 2005 un montant de 13.117.000,00 EUR, au cofinancement des efforts communs à livrer avec les Régions concernées et la Communauté germanophone selon la répartition suivante :

1° 55,7 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région flamande;

2° 33 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région wallonne;

3° 10 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région de Bruxelles-Capitale;

4° 1,3 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Communauté germanophone.

§ 2. Dans les conditions fixées à l'article 9, un montant de 2 millions d'EUR est prévu par les autorités fédérales pour l'année budgétaire 2005 en vue du cofinancement des efforts communs devant être fournis dans le cadre des services de proximité avec les Régions concernées et la Communauté germanophone, selon la répartition suivante :

1° 55,7 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région flamande;

2° 33 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région wallonne;

3° 10 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région de Bruxelles-Capitale;

4° 1,3 % de ces moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Communauté germanophone.

§ 3. Sur la base des moyens fixés pour l'année budgétaire 2005 et en fonction des moyens budgétaires disponibles, un schéma financier sera établi pour la période 2006-2008. Une évaluation des effets de l'accord de coopération devra être effectuée avant d'entamer les négociations budgétaires pour 2006, 2007 et 2008.

§ 4. 1° Sans préjudice de ce qui a été fixé à l'article 9, § 3, les montants visés à l'article 8, §§ 1<sup>er</sup> et 2, les budgets prévus sont octroyés, par le moyen d'un arrêté royal, aux autorités concernées, sur base de conventions séparées qui doivent être annuellement conclues au plus tard en mars. Ils sont chargés de la gestion de ces moyens et de leur répartition, en vue de garantir une application correcte des conventions annuelles et pourvu que les moyens octroyés concernent des initiatives qui relèvent des compétences fédérales et régionales.

2° la période de subvention des projets financés en 2005 dans le cadre du présent accord peut débiter à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2005 ou toute date postérieure, sans préjudice des autres dispositions de l'accord et des textes réglementant l'octroi de ces subventions.

§ 5. Les montants renseignés aux articles 8, §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont à la charge de l'Office national pour l'Emploi, qui, conformément à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, *littera u*) de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, a reçu la mission de partager ce montant entre les régions conformément à l'arrêté royal mentionné à l'article 8, § 4.

§ 6. La distribution des moyens en faveur des actions décidées peut être revue, par les Régions ou la Communauté germanophone, avec l'accord du Ministre fédéral compétent pour l'économie sociale, à condition que la région concernée ou la Communauté germanophone puisse démontrer que, grâce à cette révision, les objectifs visés à l'article 2, §§ 2 et 3 pourront être atteints plus facilement.

Le cas échéant, les Régions concernées ou la Communauté germanophone soumettent aux autorités fédérales les modifications envisagées.

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Pour la période 2005-2008, en vue du cofinancement des efforts communs renseignés à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'accord de coopération, les Régions concernées et la Communauté germanophone prévoient annuellement un effort financier supplémentaire par rapport au budget 1999 qui est pour le moins égal au montant que les autorités fédérales accordent à l'exécution du programme commun, visé à l'article 8, § 4, du même accord de coopération, pour la période concernée, selon la clé de répartition fixée à l'article 8 de ce même accord de coopération.

§ 2. Pour l'année budgétaire 2005, les Régions et la Communauté germanophone prévoient en commun un effort financier supplémentaire en matière de services de proximité par rapport aux moyens prévus pour l'année budgétaire 2004 par l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale, confirmé par la loi du 26 juin 2001, en vue du cofinancement du montant mentionné à l'article 8, § 2, du présent accord de coopération.

§ 3. Durant une année budgétaire de la période 2005-2008, le montant que les autorités fédérales accordent - selon la clé de répartition fixée à l'article 8 du présent accord de coopération - en vue de cofinancer les actions communes dans les régions concernées ou la Communauté germanophone visées à l'article 8, § 4, de ce même accord de coopération, ne peut jamais être supérieur au montant réel réalisé par la région concernée ou la Communauté germanophone durant cette année budgétaire.

Chaque année et, au plus tard, le 31 octobre, les Régions et la Communauté germanophone communiquent aux autorités fédérales une prévision des moyens financiers en fonction des initiatives qu'elles souhaitent affecter à l'exécution de l'accord de coopération durant l'année budgétaire suivante.

§ 4. Chaque année et, au plus tard, le 28 février, les Régions et la Communauté germanophone communiquent aux autorités fédérales un rapport et un aperçu des moyens engagés durant l'année budgétaire précédente. Le rapport présente de manière circonstanciée, pour chaque initiative, les réalisations effectuées, le degré d'accomplissement des objectifs fixés et les résultats concrets obtenus par la mise en œuvre de l'initiative.

§ 5. L'Etat fédéral peut octroyer des avances aux Régions et à la Communauté germanophone. Ces avances ne peuvent être supérieures à 80 % des montants renseignés à l'article 8 du présent accord de coopération et conformément à la clé de répartition prévue à l'article 8, §§ 1<sup>er</sup> et 2. Les montants qui n'auront pas été attribués seront remboursés à l'Etat fédéral. Les 20 % restants seront versés après la présentation du rapport et de l'aperçu dont il est question à l'article 9, § 4, du présent accord de coopération.

Art. 10. Les parties contractantes s'engagent à s'échanger, au sein du comité de concertation, des informations au sujet des autres moyens financiers qu'elles affectent au renforcement des deux domaines cités à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du présent accord de coopération et ce, en vue de respecter les principes visés à l'article 4 de ce même accord de coopération.

### CHAPITRE III. — Engagements de l'Etat fédéral

Art. 11. L'Etat fédéral s'engage à remplir davantage les engagements de l'Etat fédéral, tels qu'ils figurent au chapitre 3 de l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale, approuvé par la loi du 26 juin 2001, pour autant qu'ils n'aient pas été remplis, et à les actualiser si nécessaire.

Art. 12. L'autorité fédérale s'engage à instituer un organe de concertation structurelle où le secteur, les autorités concernées et les autres parties prenantes pourront se concerter de manière formelle. Cet organe représentera le secteur et les autres parties prenantes à l'égard de l'autorité fédérale et, en cette qualité, rendra avis sur la politique fédérale en matière d'économie sociale.

Le Roi détermine la composition de cet organe de concertation.

Art. 13. § 1<sup>er</sup>. L'Etat fédéral assurera le financement des coopératives d'activités visées à l'article 7, § 8, du présent accord de coopération durant la phase de démarrage d'un an. L'Etat fédéral se concertera avec l'entité fédérée concernée au sujet des initiatives à lancer.

§ 2. L'Etat fédéral s'engage à élaborer un cadre légal pour le statut "d'entrepreneur salarié".

Art. 14. L'Etat fédéral s'engage à modifier, en concertation avec les entités fédérées, le statut de société à finalité sociale. L'autorité fédérale s'engage également à développer des formules de soutien spécifique à ce type de société afin de rétribuer les plus-values sociales et sociétales qu'elles génèrent.

Art. 15. L'Etat fédéral s'engage à actualiser la définition du concept d'économie sociale d'insertion telle que mentionnée à l'article 59 de la loi du 26 mars 1999, afin qu'elle reflète effectivement la réalité de l'économie sociale en Belgique.

Art. 16. L'autorité fédérale s'engage à mettre en place une structure d'appui marchés publics. Cette structure d'appui sera chargée d'informer les entreprises d'économie sociale sur les opportunités offertes par les marchés publics et les différents pouvoirs publics sur les différentes possibilités qui leur sont offertes pour prendre en compte l'intérêt général dans le cadre de leurs marchés publics.

#### CHAPITRE IV. — Engagements communs des Régions et des Communautés

Art. 17. Les Régions et la Communauté germanophone s'engagent à remplir davantage leurs engagements respectifs, tels qu'ils figurent au chapitre 4 de l'accord de coopération du 4 juillet 2000 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale, approuvé par la loi du 26 juin 2001, pour autant qu'ils n'aient pas été précisés, et à les actualiser si nécessaire.

Art. 18. Les Régions et la Communauté germanophone s'engagent, dans le cadre de leurs compétences respectives, à garantir la continuité des coopératives d'activités visées à l'article 7, § 8, du présent accord de coopération au terme de la période d'un an prévue à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de ce même accord de coopération.

Art. 19. Les Régions et la Communauté germanophone s'engagent à rechercher une solution structurelle à la problématique des services de proximité. En ce qui concerne les services de proximité, il y a lieu de préserver leur caractère de prestataires de services qui améliorent la qualité de vie des usagers en répondant à des besoins collectifs et personnels pertinents, qui créent des emplois durables pour tous les collaborateurs et qui associent de manière participative les collaborateurs et les parties prenantes à l'organisation interne et à la prestation de services externe.

Art. 20. Les Régions et la Communauté germanophone s'engagent à collaborer au plan d'action en matière de responsabilité sociale des entreprises visé à l'article 7, § 9, du présent accord de coopération et à élaborer dans sa propre région un plan d'action de soutien et de promotion de la responsabilité sociale des entreprises.

Art. 21. Les efforts budgétaires consentis par les parties contractantes dans le cadre de l'article 8 et 9 du présent accord de coopération peuvent être considérés comme un cofinancement public dans le cadre du Fonds social européen et du Fonds européen pour le Développement régional.

Art. 22. La Secrétaire d'Etat à l'Economie sociale est chargée de la coordination et de la gestion du présent accord de coopération.

Art. 23. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Fait à Bruxelles, le 30 mai 2005 en ..... exemplaire(s) original(aux) (en néerlandais, français, allemand)

Pour l'Etat fédéral,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et des Entreprises publiques,  
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Economie,  
M. VERWILGHEN

La Ministre de l'Emploi,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Intégration sociale,  
Ch. DUPONT

La Secrétaire d'Etat à l'Economie sociale,  
Mme E. VAN WEERT

Pour la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président de Gouvernement de la Communauté germanophone,  
K.-H. LAMBERTZ

Le Vice-Ministre-Président, Ministre de l'Emploi,  
B. GENTGES

Pour la Région flamande,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Y. LETERME

La Ministre flamande de l'Economie sociale,  
Mme K. VAN BREMPT

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,  
J.-C. MARCOURT

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Emploi et de l'Economie,  
B. CEREXHE

Annexe :

Pour l'année budgétaire 2005, les montants s'élèvent à :

	Budget 2005						
	Aperçu des moyens des Régions durant l'année budgétaire 1999 (point de départ)	Clé de répartition prévue dans l'ACES pour la répartition des moyens fédéraux	Financement fédéral dans le cadre de l'ACES en 2005 (€ 13.117.000 + € 2.000.000)	Cofinancement régional dans le cadre de l'ACES en 2005 (surplus par rapport au budget 1999)	Apport commun de moyens dans le cadre de l'ACES en 2005 (fédéral + régional)	Apport de moyens propres à justifier par les régions dans le cadre de l'ACES pour 2005 (budget 1999 + surplus régional des moyens dans le cadre du cofinancement)	Total minimum de l'apport de moyens pour l'économie sociale (moyens propres de 1999 + moyens totaux fédéraux et régionaux dans le cadre de l'ACES)
Région flamande	€ 12.749.164,00	55,70 %	€ 8.420.169,00	€ 8.420.169,00	€ 16.840.338,00	€ 21.169.333,00	€ 29.589.502,00
Région wallonne	€ 4.709.976,97	33,00 %	€ 4.988.610,00	€ 4.988.610,00	€ 9.977.220,00	€ 9.698.586,97	€ 14.687.196,97
Région de Bruxelles-Capitale	€ 1.375.809,06	10,00 %	€ 1.511.700,00	€ 1.511.700,00	€ 3.023.400,00	€ 2.887.509,06	€ 4.399.209,06
Communauté germanophone	€ 0,00	1,30 %	€ 196.521,00	€ 196.521,00	€ 393.042,00	€ 196.521,00	€ 393.042,00
<b>total</b>	<b>€ 18.834.950,03</b>	<b>100,00 %</b>	<b>€ 15.117.000,00</b>	<b>€ 15.117.000,00</b>	<b>€ 30.234.000,00</b>	<b>€ 33.951.950,03</b>	<b>€ 49.068.950,03</b>

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 1270

[2006/201062]

**16. MÄRZ 2006 — Dekret zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen vom 30. Mai 2005, das zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft abgeschlossen worden ist (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Einziger Artikel** - Dem Kooperationsabkommen vom 30. Mai 2005, das zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft abgeschlossen worden ist, wird zugestimmt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. März 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,  
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Sitzung 2005-2006.*

*Dokumente des Rates 294 (2005-2006). Nrn. 1 und 2.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 15. März 2006.*

*Diskussion - Abstimmung.*

—————  
**Kooperationsabkommen zwischen dem Staat,  
den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft**

Aufgrund des Artikels 35 des Grundgesetzes;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikeln 4, 6 und 92bis § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 betreffend die Brüsseler Institutionen, insbesondere Artikel 42;

Aufgrund des Gesetzes über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft vom 31. August 1983, insbesondere Artikel 55bis;

Aufgrund des Dekrets des Rates der Wallonischen Region vom 6. Mai 1999 und des Dekrets des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 10. Mai 1999 zur Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region in den Angelegenheiten Beschäftigung und Ausgrabungen durch die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Aufgrund der Gesetze über die Staatsbuchführung, koordiniert durch den Königlichen Erlass vom 17. Juli 1991, insbesondere die Artikel 55 bis 58;

Aufgrund des Gesetzes vom 26. Juni 2001 zur Billigung des Kooperationsabkommens zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000;

Aufgrund der europäischen Beschäftigungsleitlinien für 2003, die der Europäische Rat vom 22. Juli 2003 angenommen und am 18. Juni 2004 in Brüssel bekräftigt hat, insbesondere die Leitlinien 7 und 10;

Aufgrund des Abkommens der Föderalregierung vom 8. Juli 2003;

Aufgrund der Regierungserklärung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 13. September 2004;

Aufgrund des Abkommens der Regierung von Flandern vom 20. Juli 2004;

Aufgrund des Abkommens der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2004;

Aufgrund des Abkommens der Brüsseler Regierung vom 10. Juli 2004;

Aufgrund der Stellungnahme des Staatsrates Nummer 30.431/1 vom 4. Oktober 2000;

Aufgrund der Stellungnahme des Staatsrates Nummer.....;

In Erwägung dessen, dass der Föderalstaat, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Regionen der Auffassung sind, dass der Aufbau einer Sozialwirtschaft mit Blick auf die Entwicklung einer Solidaritätswirtschaft erwogen werden muss;

In Erwägung dessen, dass der Föderalstaat, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Regionen ihre gemeinsamen im Kooperationsabkommen zur Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000 dargelegten Ambitionen und Verpflichtungen bekräftigen und weiterentwickeln wollen, um Sozial- und Solidarwirtschaft zu stärken und auszubauen;

In Erwägung dessen, dass eine ganzheitliche Betrachtung der Wirtschaft grundlegend ist, indem nicht nur wirtschaftliche Ziele, sondern auch soziale, umweltbezogene und ethische integriert werden. Daher gilt es, Projekte zu entwickeln, bei denen soziale Ziele wie Betreuung, Bildung oder Eingliederung von besonders gefährdeten Zielgruppen in die Gesellschaft in den Vordergrund gerückt werden. Die Vertragsparteien unterstreichen die Notwendigkeit neuer, konstruktiver Partnerschaften sowie eines sozialen Dialogs zur Entwicklung der Solidarwirtschaft;

In Erwägung dessen, dass vorliegendes Kooperationsabkommen vor allem den Wert der Initiativen unterstreicht, bei denen soziale Ziele und wirtschaftliche Dynamik miteinander kombiniert werden. Diese sozialen Ziele betreffen einerseits die soziale und berufliche Eingliederung von Zielgruppen und andererseits den Fortbestand bzw. die Wiederherstellung der sozialen Kohäsion, der Förderung der Chancengleichheit, des Strebens nach einer interkulturellen Gesellschaft, des dauerhaften Umweltschutzes, der Stärkung der Beziehungen zwischen Nord und Süd, usw.;

In Anbetracht der Tatsache, dass diese Ziele als große Herausforderung für das Wirtschaftsleben gelten, und dass die Unternehmen eine Rolle und eine wichtige Verantwortung beim Streben nach einer nachhaltigeren Entwicklung übernehmen können;

In Anbetracht der Tatsache, dass die Synergien zwischen den Grundsätzen der klassischen Wirtschaft und denen der Sozialwirtschaft stärker erforscht, unterstützt und gefördert werden müssen;

In Anbetracht der Tatsache, dass Modelle und Instrumente erforderlich sind, die einen objektiven Überblick des sozialen und wirtschaftlichen Mehrwerts der im Rahmen der klassischen Wirtschaft und der Sozialwirtschaft ergriffenen Initiativen ermöglichen;

In Anbetracht der Tatsache, dass die verschiedenen Behörden ihre unterstützende Politik unter Berücksichtigung der Ergebnisse oben erwähnter Analysen ausrichten müssen;

In Anbetracht der Tatsache, dass die Einhaltung der Wettbewerbsvorschriften ebenfalls aus diesem Blickwinkel betrachtet werden muss;

In Anbetracht der Tatsache, dass der weitere Ausbau und die strukturelle Verankerung der Nachbarschaftsdienste zur Abdeckung der individuellen und kollektiven Bedürfnisse auf lokaler Ebene eine beträchtliche Steigerung der Beschäftigungsmöglichkeiten eröffnen, und dass diese Dienstleistungen in großem Maße zur Festigung der sozialen Kohäsion beitragen, hauptsächlich wegen des für sie kennzeichnenden partizipativen Ansatzes;

In Erwägung dessen, dass es daher angebracht ist, dass der Staat, die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft im Rahmen einer gegenseitigen Harmonisierung der Bestimmungen für eine abgestimmte Bereitstellung der Haushaltsmittel und der Ausarbeitung eines genauen Follow-up-Programms der festgesetzten Ziele ein Kooperationsabkommen abschließen;



Der Föderalstaat, vertreten durch den Vize-Premierminister, den Minister für Haushalt und Staatsbetriebe, den für Wirtschaft zuständigen Minister, den für Beschäftigung zuständigen Minister, den für soziale Eingliederung zuständigen Minister, und die für Sozialwirtschaft zuständige Staatssekretärin;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung und repräsentiert vom Ministerpräsidenten und vom deutschsprachigen Minister für Beschäftigung;

Die Flämische Region, vertreten durch die flämische Regierung und repräsentiert vom Ministerpräsidenten und vom flämischen Minister für Sozialwirtschaft;

Die Wallonische Region, vertreten durch die wallonische Regierung und repräsentiert von ihrem Ministerpräsidenten und vom Minister für Sozialwirtschaft;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch die Regierung Brüssel-Hauptstadt und repräsentiert von ihrem Ministerpräsidenten und vom Brüsseler Minister für Wirtschaft und Beschäftigung,

sind wie folgt übereingekommen:

#### KAPITEL I. — *Allgemeine ziele und anwendungsgebiet*

Artikel 1 - § 1. Bei der Solidarwirtschaft wird die Wirtschaft ganzheitlich betrachtet. Sie verfolgt nicht nur rein ökonomische Ziele, sondern auch soziale, umweltbezogene und ethische.

Das vorliegende Kooperationsabkommen baut auf zwei Säulen der Solidarwirtschaft auf: Sozialwirtschaft und soziale Verantwortung der Unternehmen.

§ 2. Der Föderalstaat, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Regionen verpflichten sich, ihre Bemühungen auf dem Gebiet der Forschung, der Datensammlung und der Förderung der Solidarwirtschaft zusammenzuführen, um:

1° Den Aufbau von Initiativen und Unternehmen der Sozialwirtschaft fortzusetzen;

Initiativen und Unternehmen der Sozialwirtschaft produzieren Güter bzw. erbringen Dienstleistungen, die auf den Markt gelangen, für die ein Preis gezahlt wird und für die Nachfrage und Kundschaft bestehen. Sie verfolgen die Ziele Kontinuität, Rentabilität und nachhaltige Entwicklung.

Diese Initiativen und Unternehmen halten folgende Grundsätze ein: Vorrang der Arbeit vor dem Kapital, Bewirtschaftungsautonomie, Dienstleistungszweck für Mitglieder, Kollektivität und Abnehmer, demokratischer Entscheidungsprozess, nachhaltige umweltfreundliche Entwicklung; die Dienstleistungen im Nahbereich nehmen unter den Initiativen der Sozialwirtschaft eine wichtige Stelle ein;

2° Ein sozialverantwortliches Unternehmertum fördern, d.h. einen Unternehmensstil, durch den einzelne Unternehmen ein dauerhaftes Gleichgewicht von wirtschaftlichem Erfolg und sozialen, umweltbezogenen und ethischen Aspekten, mit denen Unternehmen der Sozialwirtschaft und auch klassische konfrontiert sind, anstreben.

§ 3. Der Föderalstaat, die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichten sich, die Synergien zwischen Sozialwirtschaft und sozialer Verantwortung der Unternehmen im größtmöglichen Maße zu fördern und auszuschöpfen.

#### KAPITEL II. — *Gemeinschaftliche verpflichtungen*

Art. 2 - § 1. Die Vertragsparteien verpflichten sich, in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereichen, erforderliche Maßnahmen zu treffen und Mittel bereitzustellen, um die zwei in Artikel 1 des vorliegenden Kooperationsabkommens genannten Säulen der Solidarwirtschaft auszubauen.

§ 2. Beim Aufbau der beiden oben angeführten Säulen verpflichten sich die Vertragsparteien, Beschäftigung stets als vollwertig und nachhaltig zu betrachten und die größtmögliche Anzahl Chancen für die Risikogruppen zu erwägen. In diesem Kontext wird mit Blick auf die berufliche Laufbahn neben den Langzeitarbeitslosen auch der dauerhaften Integration der Gruppe der Empfänger von Eingliederungseinkommen und Sozialhilfe besondere Aufmerksamkeit beigemessen.

Daher verpflichten sich die Vertragsparteien, die größtmöglichen Bemühungen zu unternehmen, um beim Gesamtangebot der Beschäftigungsmaßnahmen einen verhältnismäßigen, repräsentativen Anteil der Gruppe der Empfänger des Eingliederungseinkommens und der Anspruchsberechtigten auf Sozialhilfe zu erreichen. Die Verhältnismäßigkeit betrifft den Proporz dieser Gruppe im Globalvolumen der Arbeitssuchenden.

Ein halbjährliches Monitoring-System wird eingerichtet, um die Beschaffenheit der von Empfängern des Eingliederungseinkommens und Anspruchsberechtigten auf Sozialhilfe besetzten Arbeitsplätze sowie die verschiedenen Zweige der Sozialwirtschaft, die ihnen Anstellungsmöglichkeiten anbieten, exakt zu identifizieren. Die Aufsicht dieses Monitoring-Systems erfolgt im Rahmen des Informationsaustauschs, der innerhalb des in Artikel 5 und 6 dieses Kooperationsabkommens aufgeführten Netzwerks der Verwaltungen stattfinden wird.

§ 3. Die Vertragsparteien bekräftigen einmal mehr ihre im Rahmen der nationalen Beschäftigungskonferenz im Oktober 2003 eingegangenen gemeinsamen Verpflichtungen zur Schaffung von 12.000 zusätzlichen Arbeitsplätzen bis Oktober 2007.

Art. 3 - § 1. Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Festlegung operativer Ziele quantitativer und qualitativer Art für die beiden Säulen der Solidarwirtschaft.

Für jede in Artikel 2 dieses Kooperationsabkommens genannte Verpflichtung werden operative Ziele sowohl quantitativer als qualitativer Art im Anschluss an eine Beratung zwischen dem Föderalstaat einerseits und einer bzw. mehrerer Regionen und/oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt.

Ein System zur regelmäßigen Begleitung, Evaluierung und Kontrolle der Einhaltung der gegenseitigen Verpflichtungen sowie der Umsetzung der von den Vertragsparteien befürworteten Ziele wird eingerichtet. Näher bestimmt wird dieses System im Beratungsausschuss, der in Artikel 5 des vorliegenden Kooperationsabkommens behandelt wird.

§ 2. Jede Behörde organisiert intern die Beratung über die Solidarwirtschaft mit den Stakeholdern.

Art. 4 - Zur Verwirklichung der in Artikel 3, § 1, des Kooperationsabkommens genannten Ziele verpflichten sich die Vertragsparteien, die föderalen und regionalen Maßnahmen dergleichen optimal zu harmonisieren, dass sie einander ergänzen und vertiefen. Folgende Prinzipien werden dabei angewendet:

1° Effektivität bzw. die feste Absicht, die anvisierten Zielgruppen und die Verwirklichung der Ziele effektiv zu erreichen;

2° Wirksamkeit bzw. die Durchführung einer Kosten-Nutzen-Analyse auf Grundlage der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Leistungen;

3° Einfachheit bzw. die Vereinfachung und Klarstellung, u.a. der Verwaltungsverfahren, Maßnahmen, gesetzlichen Bestimmungen, Zahlungsmodalitäten und -modalitäten, und dies für Benutzer, Unternehmen oder öffentliche Ämter gleichermaßen;

4° Transparenz, dergestalt informieren sich die Vertragsparteien gegenseitig in regelmäßigen Abständen über ihre Beschlüsse und Aktivitäten dank der laut Artikel 5 eingerichteten Strukturen;

5° Sicherheit, wodurch u.a. präzise Auslegungen und genaue Anwendungszeiträume angestrebt werden;

6° Möglichkeiten für klare Nachbereitung bzw. Monitoring;

7° Eindeutige Terminologie sowohl in Politik als auch bei Kommunikation auf dem Gebiet der Solidarwirtschaft;

8° Komplementarität bzw. Gleichstellung und/oder gegenseitige Stärkung der unterschiedlichen Maßnahmen;

9° Gezielte Kommunikation und falls möglich Harmonisierung und integrierte Nutzung der Mittel;

10° Beteiligung bzw. aktive Einbeziehung sämtlicher Akteure bei der Ausarbeitung der Politik, auf projektbezogener und politischer Ebene gleichermaßen.

Art. 5 - § 1. Bei der Unterzeichnung dieses Kooperationsabkommens verpflichten sich die Vertragsparteien, den interministeriellen Beratungsausschuss für die Solidarwirtschaft, nachstehend "Beratungsausschuss" genannt, unverzüglich einzurichten.

§ 2. Der Beratungsausschuss arbeitet im Sinne föderaler Loyalität und eines konstruktiven Dialogs. Seine Aufgabe besteht darin:

- das Kooperationsabkommen durchzuführen und weiterzuerfolgen, insbesondere was die Festsetzung und die Weiterverfolgung der quantitativen und qualitativen Ziele anbelangt;

- die in Artikel 4 dieses Kooperationsabkommens festgesetzten Prinzipien zu evaluieren und sie in Durchführungsmodalitäten umzusetzen;

- die Durchführung des Kooperationsabkommens zu beurteilen. Er wird ebenfalls damit beauftragt, Gutachten über die Durchführung des Kooperationsabkommens abzugeben.

§ 3. Im Beratungsausschuss tagen:

für die föderalen Behörden: der Minister für Sozialwirtschaft, der Minister für Beschäftigung, der Minister für Wirtschaft, der Minister für soziale Integration;

für die Flämischen Behörden: der für die Sozialwirtschaft zuständige Minister;

für die Wallonischen Behörden: der für die Sozialwirtschaft zuständige Minister;

für die Brüsseler Behörden: die Minister für Sozialwirtschaft;

für die Deutschsprachigen Behörden: der für die Beschäftigung zuständige Minister.

§ 4. Für die Sekretariats- und Betriebskosten des Beratungsausschusses kommen die föderalen Behörden auf.

§ 5. 1° Der Beratungsausschuss wird zumindest vier Mal im Jahr tagen und erstattet unmittelbar den zuständigen Regierungen Bericht.

2° Der Beratungsausschuss kann die Einsetzung von Arbeitsgruppen beschließen, um den im Rahmen dieses Kooperationsabkommens eingegangenen Verpflichtungen gerecht zu werden

§ 6. Unterstützt wird der Beratungsausschuss von der Föderalen Stelle für Sozialwirtschaft und von einer noch einzusetzenden Arbeitsgruppe, in der die betroffenen Verwaltungen tagen. Dort können die im Rahmen des Kooperationsabkommens erforderlichen Vorbereitungen, der Informationsaustausch und die Verwaltungsleitlinien zum Tragen kommen.

Art. 6 - § 1. Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Zusammenarbeit bei der Sammlung und Analyse des für eine bessere Kenntnis der Solidarwirtschaft notwendigen statistischen Materials.

§ 2. Die Vertragsparteien verpflichten sich, gemeinsame Initiativen zu ergreifen, um wissenschaftliche Modelle und Instrumente zu entwickeln, die auf Grundlage von Fakten den ökonomischen und den sozialen Mehrwert im weitesten Sinne der in klassischer Wirtschaft und Sozialwirtschaft ergriffenen Initiativen identifizieren.

Art. 7 - § 1. Der Föderalstaat einerseits und eine bzw. mehrere Regionen und/oder die Deutschsprachige Gemeinschaft andererseits verpflichten sich zu gemeinsamen Bemühungen, um die Initiativen der Sozialwirtschaft zu verstärken. Die Zusammenarbeit wird darauf abzielen, die Entwicklung neuer Sozialbetriebe zu fördern, ihr Management zu unterstützen und eine Informationspolitik aufzubauen.

§ 2. Die Vertragsparteien verpflichten sich, ihre Bemühungen zu bündeln, um die Solidarwirtschaft im Wirtschaftsleben zu stärken. Diesbezüglich werden Aktionen mit Signalwirkung vorgesehen, um freiwillige Innovationsprojekte im Bereich sozial verantwortliches Unternehmertum zu unterstützen.

§ 3. Die Vertragsparteien sprechen sich ab mit Blick auf die Entwicklung und Harmonisierung von Unterstützungsmechanismen, die für unter § 1 und § 2 dieses Artikels erwähnte Projekte zum Einsatz kommen. Diese Unterstützungsmechanismen zielen weiterhin auf die Professionalisierung des Sektors der Sozialwirtschaft ab.

§ 4. Die Vertragsparteien verpflichten sich, zu einer besseren Harmonisierung der Kommunikation über die Solidarwirtschaft beizutragen, damit die Solidarwirtschaft der breiten Öffentlichkeit mit all ihren Facetten nähergebracht werden kann. Auf Grundlage einer kohärenten Strategie werden die für die Kommunikation vorgesehenen Mittel des Sektors auf gezieltere und integriertere Weise eingesetzt. Gut durchdachte und geplante Aktionen zwecks Sensibilisierung und Werbung werden in Absprache durchgeführt.

§ 5. Die Vertragsparteien verpflichten sich, insoweit möglich, die in Artikel 1 aufgelisteten Bereiche im Rahmen des öffentlichen Beschaffungswesens, und zwar nach Maßgabe der entsprechenden Auflagen der belgischen und europäischen Rechtsvorschriften zu fördern. Diese Möglichkeiten werden von den Vertragsparteien gemeinsam gefördert.

§ 6. 1° Die Vertragsparteien verpflichten sich zur regelmäßigen Aktualisierung ihrer jeweiligen Vorschriften, damit eine maximale gegenseitige Harmonisierung durchgeführt werden kann, die Widersprüche aufgehoben werden und diese Vorschriften ununterbrochen und einheitlich wirksam sind;

2° Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Harmonisierung ihrer Vorschriften, sobald Widersprüche auftauchen.

§ 7. Die Vertragsparteien verpflichten sich, die strukturelle Zusammenarbeit zwischen den lokalen Beschäftigungsakteuren zu verstärken.

§ 8. Die Vertragsparteien verpflichten sich, zu einer zahlenmäßigen Aufstockung der Aktivitätsgenossenschaften bis auf mindestens eine pro Provinz zu gelangen. Eine Vorschrift zur strukturellen Zulassung wird für Aktivitätsgenossenschaften ausgearbeitet.

§ 9. Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Ausarbeitung eines Aktionsplans, der darauf abzielt, die soziale Verantwortung der Unternehmen zu begünstigen, zu unterstützen und zu fördern.

Art. 8 - § 1. Unter den in Artikel 9 festgesetzten Bedingungen sehen die föderalen Behörden für das Haushaltsjahr 2005 einen Betrag von 13.117.000,00 EUR für die Kofinanzierung der gemeinschaftlichen Bemühungen, die zusammen mit den jeweiligen Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu machen sind. Diese Mittel werden wie folgt verteilt:

1. 55,7% von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinschaftlichen Initiativen mit der Flämischen Region zur Verfügung gestellt

2. 33% von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinschaftlichen Initiativen mit der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt

3. 10% von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinschaftlichen Initiativen mit der Region Brüssel-Hauptstadt zur Verfügung gestellt

4. 1,3% von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinschaftlichen Initiativen mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verfügung gestellt.

§ 2. Nach den gemäß Artikel 9 festgelegten Kriterien sehen die föderalen Behörden für das Haushaltsjahr 2005 einen Betrag von 2 Millionen EUR für die Kofinanzierung der im Rahmen der Nachbarschaftsdienste mit den betroffenen Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu unternehmenden gemeinsamen Bemühungen vor. Diese Mittel werden wie folgt verteilt:

1. 55,7% von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinschaftlichen Initiativen mit der Flämischen Region zur Verfügung gestellt;

2. 33% von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinschaftlichen Initiativen mit der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt;

3. 10% von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinschaftlichen Initiativen mit der Region Brüssel-Hauptstadt zur Verfügung gestellt;

4. 1,3% von diesen föderalen Mitteln, werden gemeinschaftlichen Initiativen mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verfügung gestellt.

§ 3. Auf der Grundlage der für das Haushaltsjahr 2005 festgelegten Mittel und der verfügbaren Mittel soll ein Finanzschema für den Zeitraum 2006-2008 erstellt werden. Eine Folgenabschätzung des Kooperationsabkommens soll vor Aufnahme der Haushaltsverhandlungen 2006, 2007 und 2008 durchgeführt werden.

§ 4. Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 9, § 3, werden die in Artikel 8, § 1, 2 bestimmten Gelder den betroffenen Instanzen durch einen Königlichen Erlass auf Grundlage getrennter Vereinbarungen, die jährlich spätestens März geschlossen werden müssen, gewährt. Diese Instanzen werden mit der Bewirtschaftung dieser Mittel beauftragt. Mehrere Vereinbarungen können je betroffene Behörde geschlossen werden.

§ 5. Die in den Artikeln 8, § 1 und § 2 ausgewiesenen Beträge übernimmt das Landesamt für Arbeitsbeschaffung, das gemäß Art. 7, § 1, litera u) des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer damit beauftragt ist, diesen Betrag nach Maßgabe des in Art. 8, § 4, erwähnten Königlichen Erlasses unter den Regionen aufzuteilen.

§ 6. Die Verteilung der Mittel zugunsten von entschiedenen Aktionen kann von den Regionen oder von der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit Einvernehmen des für die Sozialwirtschaft zuständigen föderalen Ministers nachgeprüft werden, vorausgesetzt, dass die jeweilige Region oder die Deutschsprachige Gemeinschaft nachweisen können, dass die in Artikel 2 § 2 und 3 genannten Ziele dank dieser Nachprüfung einfacher zu erreichen sind.

Vorkommendenfalls legen die jeweiligen Regionen oder die Deutschsprachige Gemeinschaft die vorgesehenen Änderungen den föderalen Behörden vor.

Art. 9 - § 1. Für den Zeitraum 2005-2008 sehen die jeweiligen Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft zur Kofinanzierung der in Art. 8, § 1, des Kooperationsabkommens ausgewiesenen gemeinsamen Bemühungen jedes Jahr gegenüber dem Haushalt 1999 eine zusätzliche finanzielle Beteiligung vor, die zumindest jenem Betrag entspricht, den die föderalen Behörden für besagten Zeitraum nach dem in Artikel 8 des Kooperationsabkommens bestimmten Verteilungsschlüssel für die Durchführung des in Artikel 8, § 4, selbigen Kooperationsabkommens genannten gemeinschaftlichen Programms bewilligen.

§ 2. Für das Haushaltsjahr 2005 sehen die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft gemeinsam im Vergleich zu den laut Kooperationsabkommen vom 4. Juli 2000 zwischen Staat, Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft, bestätigt durch das Gesetz vom 26. Juni 2001, für das Haushaltsjahr 2004 veranschlagten Mitteln einen finanziellen Zusatzaufwand im Bereich Nachbarschaftsdienste zwecks Kofinanzierung des in Art. 8, § 2, vorliegenden Kooperationsabkommens erwähnten Betrags vor.

§ 3. Im Laufe eines Haushaltsjahrs für den Zeitraum 2005-2008 darf der von den föderalen Behörden nach dem in Artikel 8 dieses Kooperationsabkommens bestimmten Verteilungsschlüssel bewilligte Betrag zur Kofinanzierung der in Artikel 8, § 4, selbigen Abkommens vorgesehenen gemeinschaftlichen Aktionen in den jeweiligen Regionen bzw. der Deutschsprachigen Gemeinschaft nie höher sein als der tatsächlich während dieses Haushaltsjahres von der jeweiligen Region oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft eingesetzte Betrag.

Jedes Jahr und spätestens am 31. Oktober teilen die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft den föderalen Behörden anhand der Initiativen eine Vorausberechnung der Finanzmittel mit, die sie im nächsten Haushaltsjahr auf die Durchführung des Kooperationsabkommens verwenden wollen.

§ 4. Jedes Jahr und spätestens am 28. Februar lassen die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft den föderalen Behörden einen Bericht und einen Überblick der im vorangegangenen Haushaltsjahr eingesetzten Mittel zukommen. Im Bericht werden für jede Initiative die erzielten Errungenschaften, der Verwirklichungsgrad der festgelegten Ziele und die durch die Umsetzung der Initiative erhaltenen konkreten Ergebnisse detailliert dargestellt.

§ 5. Der Föderalstaat kann den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft Vorschüsse bewilligen. Diese Vorschüsse dürfen 80 % der in Artikel 8 dieses Kooperationsabkommens angegebenen Beträge nicht überschreiten und müssen in Einklang mit dem in Artikel 8, § 1 und § 2, vorgesehenen Verteilerschlüssel stehen. Nicht zugewiesene Beträge werden dem Föderalstaat zurückerstattet. Die verbleibenden 20% werden nach Vorlage des Berichts und des Überblicks, von denen Artikel 9, § 4, dieses Kooperationsabkommens handelt, überwiesen.

Art. 10 - Die Vertragsparteien verpflichten sich, im Beratungsausschuss Informationen über die anderen Geldmittel auszutauschen, die sie für die Verstärkung der beiden in Artikel 1, § 2, dieses Kooperationsabkommens aufgeführten Bereiche bereitstellen, um die in Artikel 4 selbigen Abkommens vorgesehenen Grundsätze einzuhalten.

### KAPITEL III. — *Verpflichtungen des Föderalstaates*

Art. 11 - Der Föderalstaat verpflichtet sich, den Verpflichtungen des Föderalstaates verstärkt nachzukommen, so wie sie in Kapitel 3 des Kooperationsabkommens vom 4. Juli 2000 zwischen Staat, Regionen und Deutschsprachiger Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft, gebilligt durch das Gesetz vom 26. Juni 2001, stehen, falls diese nicht eingehalten worden sein sollten, und sie bei Bedarf zu aktualisieren.

Art. 12 - Die föderale Behörde verpflichtet sich zur Einsetzung eines Gremiums für strukturelle Beratung, in dem sich der Sektor, die betroffenen Behörden und die anderen Stakeholder formell beraten können. Dieses Gremium vertritt den Sektor und die anderen Stakeholder gegenüber der föderalen Behörde und wird in dieser Eigenschaft Stellung zur Föderalpolitik im Bereich Sozialwirtschaft beziehen.

Der König bestimmt die Zusammensetzung dieses Beratungsgremiums.

Art. 13 - § 1. Während der einjährigen Anlaufphase gewährleistet der Föderalstaat die Finanzierung der in Artikel 7, § 8, des vorliegenden Kooperationsabkommens angeführten Aktivitätsgenossenschaften. Der Föderalstaat berät sich mit dem jeweiligen föderierten Teilgebiet bezüglich der zu ergreifenden Initiativen.

§ 2. Der Föderalstaat verpflichtet sich zur Erarbeitung eines gesetzlichen Rahmens für das Statut „*älöhnabhängiger Unternehmer*“.

Art. 14 - Der Föderalstaat verpflichtet sich, das Statut der Gesellschaft mit sozialer Zielsetzung in Absprache mit den föderierten Teilgebieten abzuändern. Die föderale Behörde verpflichtet sich ebenfalls zur Entwicklung von für diese Gesellschaftsform spezifischen Unterstützungsformeln, damit von ihnen hervorgebrachter sozialer und gesellschaftlicher Mehrwert vergütet wird.

Art. 15 - Der Föderalstaat verpflichtet sich zur Aktualisierung der Definition des Konzeptes der Eingliederungssozialwirtschaft, wie in Artikel 59 des Gesetzes vom 26. März 1999 erwähnt, damit diese tatsächlich die Realität der Sozialwirtschaft in Belgien widerspiegelt.

Art. 16 - Die föderale Behörde verpflichtet sich zur Schaffung einer Hilfsstruktur für öffentliche Aufträge. Die Aufgabe dieser Hilfsstruktur besteht darin, die Unternehmen der Sozialwirtschaft über die vom öffentlichen Beschaffungswesen ausgehenden Möglichkeiten zu informieren und die verschiedenen öffentlichen Instanzen über die unterschiedlichen Möglichkeiten, die sich ihnen zur Berücksichtigung der Gemeinnützigkeit im Rahmen ihrer öffentlichen Aufträge bieten, in Kenntnis zu setzen.

### KAPITEL IV. — *Gemeinschaftliche verpflichtungen der regionen und der gemeinschaften*

Art. 17 - Die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichten sich, ihren jeweiligen Verpflichtungen verstärkt nachzukommen, so wie sie in Kapitel 4 des Kooperationsabkommens vom 4. Juli 2000 zwischen Staat, Regionen und Deutschsprachiger Gemeinschaft über die Sozialwirtschaft, gebilligt durch das Gesetz vom 26. Juni 2001, stehen, insofern diese nicht präzise formuliert worden sein sollten, und sie bei Bedarf zu aktualisieren.

Art. 18 - Die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichten sich im Rahmen ihrer jeweiligen Befugnisse, die Kontinuität der in Artikel 7, § 8, dieses Kooperationsabkommens aufgeführten Aktivitätsgenossenschaften am Ende des einjährigen in Artikel 13, § 1, selbigen Abkommens vorgesehenen Zeitraums zu gewährleisten.

Art. 19 - Die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichten sich zur Suche nach einer strukturellen Lösung für die Problematik der Dienstleistungen im Nahbereich. Diesbezüglich gilt es, ihren Charakter als Erbringer von Dienstleistungen zu bewahren, die die Lebensqualität der Benutzer verbessern und relevante Bedürfnisse kollektiver und persönlicher Art abdecken, dauerhafte Arbeitsplätze für sämtliche Mitarbeiter schaffen und letztere sowie Stakeholder in partizipativer Form an der internen Organisation und an der externen Erbringung von Dienstleistungen beteiligen.

Art. 20 - Die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichten sich, am in Artikel 7, § 9, dieses Kooperationsabkommens angeführten Aktionsplan für soziale Verantwortung der Unternehmen mitzuwirken und auf ihrem jeweiligen Gebiet einen Aktionsplan zur Unterstützung und Förderung der sozialen Verantwortung der Unternehmen auszuarbeiten.

Art. 21 - Die von den Vertragsparteien nach Artikel 8 und 9 dieses Kooperationsabkommens gemachten Haushaltsbestrebungen können als eine öffentliche Kofinanzierung im Rahmen des europäischen Sozialfonds und des europäischen Fonds zur regionalen Entwicklung betrachtet werden.

Art. 22 - Die Staatssekretärin für Sozialwirtschaft ist mit Koordinierung und Verwaltung dieses Kooperationsabkommens beauftragt.

Art. 23 - Das vorliegende Kooperationsabkommen tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

Geschehen zu Brüssel am 30. Mai 2005 in ..... Urschrift(en) (in französischer, niederländischer und deutscher Sprache)

Für den Föderalstaat:

Der Vizepremierminister und Minister des Haushalts und der öffentlichen Unternehmen,

J. VANDE LANOTTE

Der Minister der Wirtschaft,

M. VERWILGHEN

Die Ministerin der Beschäftigung,

Frau F. VAN DEN BOSSCHE

Der Minister der sozialen Eingliederung,

Ch. DUPONT

Die Staatssekretärin für soziale Wirtschaft,

Frau E. VAN WEERT

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

K.-H. LAMBERTZ

Der stellvertretende Minister-Präsident, Minister der Beschäftigung,

B. GENTGES

Für die Flämische Region:

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

Y. LETERME

Die flämische Ministerin der sozialen Wirtschaft,

Frau K. VAN BREMPT

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,

J.-C. MARCOURT

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

Ch. PICQUE

Der Minister der Beschäftigung und der Wirtschaft,

B. CEREXHE

Anlage:

Für das Haushaltsjahr 2005 belaufen sich die Beträge auf:

	Haushalt 2005						
	Übersicht der Mittel der Regionen während des Haushaltsjahres 1999 (Ausgangspunkt)	Im " ACES " zur Verteilung der föderalen Mittel vorgesehener Verteilungsschlüssel	Föderale Finanzierung im Rahmen des " ACES " in 2005 (€ 13.117.000 + € 2.000.000)	Regionale Mitfinanzierung im Rahmen des " ACES " in 2005 (Überschuss im Verhältnis zum Haushalt 1999)	Gemeinsame Einbringung von Mitteln im Rahmen des " ACES " in 2005 (föderale + regionale)	Einbringung von eigenen Mitteln, die durch die Regionen im Rahmen des " ACES " für 2005 zu begründen sind (Haushalt 1999 + regionaler Überschuss der Mittel im Rahmen der Mitfinanzierung)	Mindestgesamtbetrag der Einbringung von Mitteln für die soziale Wirtschaft(eigene Mittel von 1999 + föderale und regionale Gesamtmittel im Rahmen des " ACES ")
Flämische Region	€ 12.749.164,00	55,70 %	€ 8.420.169,00	€ 8.420.169,00	€ 16.840.338,00	€ 21.169.333,00	€ 29.589.502,00
Wallonische Region	€ 4.709.976,97	33,00 %	€ 4.988.610,00	€ 4.988.610,00	€ 9.977.220,00	€ 9.698.586,97	€ 14.687.196,97
Region Brüssel-Hauptstadt	€ 1.375.809,06	10,00 %	€ 1.511.700,00	€ 1.511.700,00	€ 3.023.400,00	€ 2.887.509,06	€ 4.399.209,06
Deutschsprachige Gemeinschaft	€ 0,00	1,30 %	€ 196.521,00	€ 196.521,00	€ 393.042,00	€ 196.521,00	€ 393.042,00
<b>Gesamt</b>	<b>€ 18.834.950,03</b>	<b>100,00 %</b>	<b>€ 15.117.000,00</b>	<b>€ 15.117.000,00</b>	<b>€ 30.234.000,00</b>	<b>€ 33.951.950,03</b>	<b>€ 49.068.950,03</b>

VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2006 — 1270

[2006/201062]

**16 MAART 2006.** — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 maart 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,  
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. Ch. VIENNE  
De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN.

Nota

(1) *Zitting 2005-2006:*  
*Stukken van de Raad 294 (2005-2006). Nrs. 1 en 2*  
*Volledig verslag, openbare vergadering van 15 maart 2006*  
*Bespreking - Stemmingen*

**Samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat,  
het Vlaamse, het Waalse en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
en de Duitstalige gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie**

Gelet op het artikel 35 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikelen 4, 6 en 92bis, § 1; ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming van de instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 55bis;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999 en het decreet van de Duitstalige Gemeenschapsraad van 10 mei 1999 houdende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake Tewerkstelling en Opgravingen;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 55 en 58;

Gelet op de wet van 26 juni 2001 betreffende de instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaamse, het Waalse en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie van 4 juli 2000;

Gelet op Europese werkgelegenheidsrichtsnoeren van 2003, bevestigd door de Europese Raad van 22 juli 2003 en herbevestigd door de Europese Raad van Brussel van 18 juni 2004, in het bijzonder de richtsnoeren 7 en 10;

Gelet op het federaal regeerakkoord van 8 juli 2003;

Gelet op de regeringsverklaring van de Duitstalige Gemeenschap van 13 september 2004;

Gelet op het Vlaams regeerakkoord van 20 juli 2004;

Gelet op het Waals regeerakkoord van 19 juli 2004;

Gelet op het Brussels regeerakkoord van 10 juli 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State nummer 30.431/1 van 4 oktober 2000;

Gelet op het advies van de Raad van State nummer .....

Overwegende dat de federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten van oordeel zijn dat de uitbouw van een sociale economie in het perspectief dient geplaatst van de uitbouw van een meerwaardeneconomie;

Overwegende dat de federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten hun gezamenlijk verbintenissen en ambities als bedoeld in het samenwerkingsakkoord voor sociale economie van 4 juli 2000, met het oog op een verdere versterking en uitbouw van de sociale economie en de meerwaardeneconomie wensen te herbevestigen en verder uit te bouwen;

Overwegende dat het belangrijk is de economie in haar globaliteit te beschouwen waarbij niet alleen economische maar ook sociale, ecologische en ethische doelstellingen worden geïntegreerd. Ervan uitgaande dat men moet er ook voor zorgen dat er projecten ontwikkeld worden die de sociale objectieven zoals begeleiding, vorming of integratie van kansengroepen in de maatschappij meer beklemtonen. Onderstrepen de contracterende partijen de noodzaak aan nieuwe constructieve partnerships en een maatschappelijke dialoog voor de ontwikkeling van een zogenaamde meerwaardeneconomie.

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord de waarde beklemtoont van initiatieven die maatschappelijke doelstellingen combineren met een economische dynamiek. Deze maatschappelijke doelstellingen situeren zich zowel op het vlak van de socio-professionele integratie van kansengroepen als op het vlak van het behoud of het herstel van de sociale cohesie, het bevorderen van gelijke kansen, het streven naar een interculturele samenleving, het duurzaam omgaan met het leefmilieu, het versterken van de banden tussen Noord en Zuid, e.a.;

Overwegende dat deze doelstellingen ook kunnen beschouwd worden als een belangrijke uitdaging voor de economie in haar totaliteit en dat ondernemingen een belangrijke rol en verantwoordelijkheid te vervullen hebben in het streven naar een meer duurzame ontwikkeling;

Overwegende de synergieën tussen principes uit de reguliere en de sociale economie beter dienen te worden onderzocht, gesteund en gestimuleerd;

Overwegende dat er nood bestaat aan modellen en instrumenten die zowel de maatschappelijke als de economische meerwaarde van initiatieven binnen de sociale economie en binnen de reguliere economie op objectieve wijze in kaart brengen;

Overwegende dat de diverse overheden hun ondersteuningsbeleid moeten oriënteren rekening houdend met de resultaten van de hierboven vermelde analyses;

Overwegende dat het naleven van de concurrentieregels ook vanuit deze invalshoek dient belicht te worden;

Overwegende dat de verdere uitbouw en structurele verankering van buurt- en nabijheidsdiensten met het oog op het invullen van collectieve of individuele behoeften op lokaal vlak belangrijke groeikansen op het vlak van werkgelegenheid bieden, en tevens een belangrijke bijdrage leveren in het versterken van de sociale cohesie, voornamelijk door hun kenmerkende participatieve aanpak;

Overwegende dat de federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten vanuit hun respectievelijke bevoegdheden initiatieven in die zin kunnen en moeten ondersteunen;

Overwegende dat het derhalve wenselijk is dat de federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten in het kader van een wederzijdse afstemming van de beleidsmaatregelen, een gecoördineerde inzet van budgettaire middelen en een nauwgezette monitoring van de vooropgestelde doelstellingen, een samenwerkingsakkoord sluiten;

De federale Staat, vertegenwoordigd door de Vice-eerste Minister, Minister van Begroting en Overheidsbedrijven, de Minister bevoegd voor Economie, de Minister bevoegd voor Werk, de Minister bevoegd voor Maatschappelijke Integratie en de Staatssecretaris bevoegd voor Sociale Economie;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-President, en van de Duitstalige Minister bevoegd voor Werkgelegenheid;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van haar Minister-President en van de Vlaamse minister bevoegd voor Sociale Economie;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister bevoegd voor Sociale Economie;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van haar Minister-President en van de Brusselse Minister bevoegd voor Economie en Tewerkstelling,

Kwamen het volgende overeen :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene Doelstellingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. § 1. De meerwaardeneconomie beschouwt de economie in haar globaliteit. Zij streeft niet alleen zuiver economische doelstellingen na, maar ook sociale, ecologische en ethische.

Dit samenwerkingsakkoord is gebaseerd op twee pijlers van de meerwaardeneconomie : sociale economie en maatschappelijk verantwoord ondernemen.

§ 2. De federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten verbinden zich ertoe om samen inspanningen te leveren op het vlak van onderzoek, informatieverzameling en bevordering van de meerwaardeneconomie, dit teneinde :

1° de ontwikkeling van sociale-economie-initiatieven en -bedrijven verder te ondersteunen;

Sociale-economie-initiatieven en -bedrijven produceren goederen of leveren diensten die op de markt worden aangeboden, waarvoor een prijs wordt betaald en waarvoor een behoefte en cliënteel bestaat. Zij beogen continuïteit, rentabiliteit en duurzame ontwikkeling.

Deze initiatieven en bedrijven eerbiedigen de volgende basisprincipes : voorrang van arbeid op kapitaal, beheersautonomie, dienstverlening aan de leden, aan de gemeenschap en aan de stakeholders, democratische besluitvorming, duurzame ontwikkeling met respect voor het leefmilieu. Binnen deze sociale-economie-initiatieven nemen de buurt- en nabijheidsdiensten een belangrijke plaats in.

2° de ondersteuning van het maatschappelijk verantwoord ondernemen, dit is een wijze van bedrijfsvoering waarbij in individuele ondernemingen en organisaties gestreefd wordt naar een duurzaam evenwicht tussen economisch succes en de sociale, ecologische en ethische aspecten waarmee ondernemingen in de sociale en reguliere economie geconfronteerd worden.

§ 3. De federale staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap verbinden zich er toe de synergieën tussen de sociale economie en het maatschappelijk verantwoord ondernemen zo veel mogelijk te stimuleren en te bewerkstelligen.

#### HOOFDSTUK II. — *Gezamenlijke verbintenissen*

Art. 2. § 1. De contracterende partijen verbinden zich ertoe, elk binnen hun bevoegdheid, de nodige maatregelen te nemen en middelen vrij te maken met het oog op de ontwikkeling van de twee pijlers van de meerwaardeneconomie als bedoeld in artikel 1 van dit samenwerkingsakkoord.

§ 2. De contracterende partijen verbinden zich ertoe volwaardige en duurzame werkgelegenheid en maximale kansen voor de kansengroepen voorop te stellen in de verdere ontwikkeling van deze twee pijlers. Hierbij zal naast de langdurig werkzoekenden, specifiek aandacht worden besteed aan de duurzame integratie van de groep van leefloongerechtigden en de gerechtigden op financiële steun vanuit een loopbaanperspectief.

Daarom verbinden de contracterende partijen zich ertoe om in de globaliteit van alle werkgelegenheidsmaatregelen een evenredige vertegenwoordiging van de groep van leefloongerechtigden en gerechtigden op financiële steun als objectief voorop te stellen en daarvoor maximale inspanningen te doen om dit te bereiken. De evenredigheid betreft het proportioneel aandeel van deze groep in de globale populatie van werkzoekenden.

Er zal een opvolgingssysteem worden opgezet dat halfjaarlijks de precieze aard van de tewerkstellingsplaatsen die door de leefloongerechtigden en gerechtigden op financiële steun worden ingenomen, in kaart brengt, evenals de verschillende tewerkstellingsmogelijkheden die via de sociale economie worden geboden. Dit opvolgingssysteem zal gecontroleerd worden in het kader van de informatieuitwisseling die zal gebeuren binnen het netwerk van de administraties, als bedoeld in artikel 5, § 6, van dit samenwerkingsakkoord.

§ 3. De contracterende partijen herbevestigen hun gezamenlijke verbintenissen aangegaan in het kader van de nationale werkgelegenheidsconferentie van oktober 2003 om 12.000 bijkomende arbeidsplaatsen te creëren voor oktober 2007.

Art. 3. § 1. De contracterende partijen verbinden zich ertoe om zowel kwantitatieve als kwalitatieve operationele doelstellingen vast te stellen voor de twee pijlers van de meerwaardeneconomie

Voor elk van de twee verbintenissen als bedoeld in artikel 2 van dit samenwerkingsakkoord zullen in overleg tussen de federale Staat, enerzijds, en één of meerdere Gewesten en/of de Duitstalige Gemeenschap, anderzijds, zowel kwantitatieve als kwalitatieve operationele doelstellingen worden vastgesteld. Er zal een systeem worden opgezet om het naleven van de wederzijdse verbintenissen en het behalen van de door de contracterende partijen vooropgestelde doelstellingen op regelmatige tijdstippen op te volgen, evalueren en controleren. Dit systeem zal binnen het overlegcomité, als bedoeld in artikel 5 van het samenwerkingsakkoord, worden vastgelegd.



§ 2. Elke overheid organiseert in haar schoot overleg met de verschillende stakeholders betreffende de meerwaardeneconomie.

Art. 4. Om de vermelde doelstellingen als bedoeld in artikel 3, § 1, van dit samenwerkingsakkoord, te realiseren verbinden de contracterende partijen zich ertoe de federale en de gewestelijke en gemeenschapsmaatregelen maximaal op elkaar af te stemmen zodat ze elkaar aanvullen en elkaar versterken. Hierbij zullen volgende principes gehanteerd worden :

- 1° effectiviteit of het streven naar een effectief bereik van de beoogde doelgroepen en invulling van de doelstelling;
- 2° efficiëntie of het hanteren van een kosten-baten analyse op basis van zowel economische als maatschappelijke realisaties;
- 3° eenvoud of het vereenvoudigen en verduidelijken van onder meer administratieve procedures, maatregelen, wettelijke bepalingen, formaliteiten en uitbetalingsmodaliteiten en dit zowel voor de gebruikers als voor bedrijven als voor de overheidsinstanties;
- 4° transparantie, hiermee informeren de contracterende partijen elkaar onderling en regelmatig, via de ingevolge artikel 5 opgezette structuren, over hun beslissingen en activiteiten;
- 5° zekerheid waarmee onder meer duidelijke interpretaties en zekere toepassingsperiodes worden nagestreefd;
- 6° opvolgingsmogelijkheid of duidelijke monitoring;
- 7° eenduidigheid in de terminologie en dit zowel in het beleid als in de communicatie inzake meerwaarden-economie;
- 8° complementariteit of het onderling aanvullen en/of versterken van de verschillende maatregelen;
- 9° gerichte communicatie en waar mogelijk afstemming en geïntegreerde inzet van middelen;
- 10° participatie of het actief betrekken van alle stakeholders bij het uitstippelen van beleid en dit zowel op het niveau van de projecten als op beleidsniveau.

Art. 5. § 1. De ondertekenende partijen verbinden zich om bij de ondertekening van dit akkoord over te gaan tot de onmiddellijke oprichting van het Interministerieel Overlegcomité Meerwaardeneconomie, hierna genoemd het "Overlegcomité".

§ 2. Het Overlegcomité functioneert in een geest van federale loyaliteit en constructieve dialoog. Het is belast met :

- 1° de uitvoering en de opvolging van het samenwerkingsakkoord, inzonderheid het uitvaardigen en opvolgen van kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen;
- 2° het evalueren en omzetten in uitvoeringsmodaliteiten van de principes als bedoeld in artikel 4 van dit samenwerkingsakkoord;
- 3° de evaluatie van de uitvoering van het samenwerkingsakkoord en het geven van adviezen met betrekking tot de uitvoering van het samenwerkingsakkoord.

§ 3. In het Overlegcomité zetelen :

Voor de federale overheid : de Minister bevoegd voor Sociale Economie, de Minister bevoegd voor Werk, de Minister bevoegd voor Economie, de Minister bevoegd voor Maatschappelijke Integratie, de Minister bevoegd voor Personen met een Handicap;

Voor de Vlaamse overheid : de Minister bevoegd voor Sociale Economie;

Voor de Waalse overheid : de Minister bevoegd voor Sociale Economie;

Voor de Brusselse overheid : de Ministers bevoegd voor Sociale Economie;

Voor de Duitstalige overheid : de Minister bevoegd voor Werkgelegenheid.

§ 4. Het secretariaat en de ermee verbonden werkingskosten van het Overlegcomité zijn ten laste van de federale Staat.

§ 5. 1° Het Overlegcomité komt minstens viermaal per jaar samen en rapporteert rechtstreeks aan de bevoegde regeringen.

2° Het Overlegcomité kan werkgroepen oprichten om de verbintenissen aangegaan in het kader van het huidige samenwerkingsakkoord, na te komen.

§ 6. Het Overlegcomité wordt bijgestaan door de federale cel sociale economie en door een op te richten werkgroep van de betrokken administraties, waar de in het kader van dit samenwerkingsakkoord noodzakelijke voorbereidingen, informatie-uitwisseling administratieve stroomlijning kan gebeuren.

Art. 6. § 1. De contracterende partijen verbinden zich ertoe samen te werken op het vlak van de verzameling en de verwerking van relevante statistische informatie met het oog op een beter inzicht in de meerwaardeneconomie.

§ 2. De contracterende partijen verbinden zich ertoe gezamenlijke initiatieven te nemen om wetenschappelijke modellen en instrumenten uit te werken die op basis van feitelijke gegevens zowel de economische als bredere maatschappelijke meerwaarde van initiatieven binnen de reguliere en sociale economie in kaart brengen.

Art. 7. § 1. De federale Staat, enerzijds, en één of meerdere Gewesten en/of de Duitstalige Gemeenschap, anderzijds, verbinden zich ertoe om samen inspanningen te leveren ter versterking van sociale-economie-initiatieven. Hierbij zal aandacht gaan naar proactieve, indien mogelijk tijdelijke, ondersteuning van startende sociale-economiebedrijven, naar de managementondersteuning en naar de informatieverstrekking.

§ 2. De contracterende partijen verbinden zich ertoe om samen inspanningen te leveren ter versterking van de meerwaardeneconomie in het bedrijfsleven. Hiertoe zullen onder andere impulsacties worden opgezet ter ondersteuning van vrijwillige innovaties inzake maatschappelijk verantwoord ondernemerschap.

§ 3. De contracterende partijen verbinden zich ertoe overleg te plegen omtrent de verdere uitbouw en afstemming van de ondersteuningsmechanismen ten behoeve van de in §§ 1 en 2 van dit artikel bedoelde projecten. Deze ondersteuningsmechanismen zullen verder de professionalisering van de sector van de sociale economie beogen.

§ 4. De contracterende partijen verbinden zich er toe bij te dragen tot een betere stroomlijning van de communicatie inzake meerwaardeconomie, teneinde de meerwaardeconomie in al haar facetten bij een ruimer publiek bekend te maken. Op basis van een onderbouwde strategie worden de sectormiddelen bestemd voor communicatie meer gericht en geïntegreerd ingezet. Weloverwogen en planmatig voorbereide sensibiliserings- en promotieacties zullen in overleg worden opgezet.

§ 5. De ondertekenende partijen verbinden er zich toe daar waar mogelijk, de in artikel 1 van dit samenwerkingsakkoord vermelde domeinen te promoten in het kader van overheidsopdrachten en dit binnen de mogelijkheden geboden door de Belgische en Europese wetgeving terzake. Deze mogelijkheden zullen door de ondertekenende partijen gezamenlijk worden gepromoot.

§ 6. 1° De contracterende partijen verbinden zich ertoe om op regelmatige tijdstippen hun verschillende respectievelijke reglementeringen te actualiseren, zodat onderlinge afstemming maximaal kan worden bewerkstelligd, onderlinge tegenspraak wordt tegengegaan en deze reglementeringen ondubbelzinnig en ononderbroken hun effect kunnen ressorteren.

2° De contracterende partijen verbinden zich tot het aanpassen van hun reglementeringen voorzover er tegenspraak zou ontstaan.

§ 7. De contracterende partijen verbinden zich tot een versterking van de structurele samenwerking tussen de lokale werkgelegenheidsactoren.

§ 8. De contracterende partijen verbinden zich er toe het aantal activiteitencoöperatieven tot minimaal 1 per provincie uit te breiden. Een structurele erkenningsregeling voor de activiteitencoöperatieven zal worden uitgewerkt.

§ 9. De contracterende partijen verbinden zich tot het uitwerken van een actieplan ter bevordering, ondersteuning en promotie van het maatschappelijk verantwoord ondernemen.

Art. 8. § 1. Onder de voorwaarden bepaald in artikel 9 van dit samenwerkingsakkoord wordt voor het begrotingsjaar 2005 door de federale overheid een bedrag van 13.117.000,00 EUR voorzien ter cofinanciering van gezamenlijke inspanningen te leveren met de betrokken gewesten en de Duitstalige Gemeenschap volgens de volgende verdeling :

1° 55,7 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Vlaamse Gewest;

2° 33 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Waalse Gewest;

3° 10 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

4° 1,3 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met de Duitstalige Gemeenschap.

§ 2. Onder de voorwaarden bepaald in artikel 9 van dit samenwerkingsakkoord wordt voor het begrotingsjaar 2005 door de federale overheid bijkomend een bedrag van 2 miljoen EUR voorzien ter cofinanciering van gezamenlijke inspanningen te leveren in het kader van de buurt- en nabijheidsdiensten met de betrokken gewesten en de Duitstalige Gemeenschap volgens de volgende verdeling :

1° 55,7 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Vlaamse Gewest;

2° 33 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Waalse Gewest;

3° 10 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

4° 1,3 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met de Duitstalige Gemeenschap.

§ 3. Vertrekkend vanuit de middelen zoals vastgelegd in het begrotingsjaar 2005 wordt voor de periode 2006-2008 in functie van de beschikbare begrotingsmiddelen een financieel schema vastgelegd. De effecten van dit samenwerkingsakkoord zullen worden geëvalueerd vooraleer de begrotingsbesprekingen 2006, 2007 en 2008 worden aangevat.

§ 4. 1° Onverminderd artikel 9, § 3, van dit samenwerkingsakkoord, worden de bedragen als bedoeld in artikel 8, §§ 1 en 2, van hetzelfde samenwerkingsakkoord bij koninklijk besluit aan de betrokken overheden overgemaakt op basis van afzonderlijke conventies, die jaarlijks uiterlijk voor eind maart worden afgesloten. Deze overheden zijn met het beheer en de verdere toewijzing van deze middelen belast, teneinde een correcte uitvoering van de jaarlijks afgesloten conventies te waarborgen en voor zover de middelen worden gebruikt voor initiatieven die zowel bij federale als bij gewestelijke bevoegdheden aansluiten.

2° de subsidieperiode voor projecten gefinancierd in 2005 in het kader van het onderhavig samenwerkingsakkoord kan van start gaan op 1 januari 2005 of op een latere datum, zonder afbreuk te doen aan de andere beschikkingen van onderhavig samenwerkingsakkoord en wetgeving op het toekennen van subsidies.

§ 5. De in artikel 8, §§ 1 en 2, bedoelde bedragen zijn ten laste van de Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling, die overeenkomstig het artikel 7, § 1, u), van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders de opdracht heeft deze, overeenkomstig de bepalingen opgenomen in het in artikel 8, § 4, als bedoeld koninklijk besluit, te verdelen over de regio's.

§ 6. De verdeling van de middelen over bedoelde acties is indicatief en kan mits akkoord van de federale Minister bevoegd voor Sociale Economie, door het betrokken gewest of Duitstalige Gemeenschap worden herschikt indien kan worden aangetoond dat dit de realisatie van de in artikel 2, §§ 2 en 3, bedoelde doelstellingen dichterbij brengt.

In voorkomend geval lichten de betrokken gewesten of de Duitstalige Gemeenschap de federale overheid voorafgaandelijk in over de geplande herschikkingen.

**Art. 9.** § 1. Over de periode 2005-2008 voorzien de betrokken gewesten en de Duitstalige Gemeenschap ter cofinanciering van de gezamenlijke inspanningen vermeld in het artikel 8, § 1, van dit samenwerkingsakkoord, jaarlijks een ten opzichte van de begroting 1999 bijkomende financiële inspanning die minstens gelijk is aan het bedrag dat de federale overheid volgens de in artikel 8 van hetzelfde samenwerkingsakkoord bepaalde verdeelsleutel jaarlijks voorziet voor het in artikel 8, § 4, van hetzelfde samenwerkingsakkoord vermelde gezamenlijk programma in bedoelde periode.

§ 2. Voor het begrotingsjaar 2005 voorzien de gewesten en de Duitstalige Gemeenschap gezamenlijk een bijkomende financiële inspanning met betrekking tot de buurt- en nabijheidsdiensten ten opzichte van de voor het begrotingsjaar 2004 ingebrachte middelen in het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie van 4 juli 2000, bekrachtigd door de wet van 26 juni 2001, ter cofinanciering van het in artikel 8, § 2, van dit samenwerkingsakkoord, vermelde bedrag.

§ 3. Het bedrag dat de federale overheid volgens de in artikel 8 van dit samenwerkingsakkoord bepaalde verdeelsleutel voor cofinanciering van de in artikel 8, § 4, van hetzelfde samenwerkingsakkoord, bedoelde gezamenlijke acties in de betrokken gewesten of de Duitstalige Gemeenschap in een gegeven begrotingsjaar van de periode 2005-2008 inzet, kan nooit groter zijn dan de door het betrokken gewest of de Duitstalige Gemeenschap feitelijk gerealiseerde bedrag in dit begrotingsjaar.

Uiterlijk op 31 oktober van ieder jaar leggen de gewesten en de Duitstalige Gemeenschap aan de federale overheid een raming voor van de financiële middelen, in functie van de initiatieven die zij wenst te besteden aan de uitvoering van het samenwerkingsakkoord tijdens het volgend begrotingsjaar.

§ 4. Uiterlijk op 28 februari van ieder jaar wordt door de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap aan de federale overheid een verslag en een overzicht bezorgd van de middelen vastgelegd in het afgelopen begrotingsjaar. Het verslag moet op een omstandige manier voor elk initiatief de tot stand gebrachte realisaties toelichten, alsook de graad waarin de vastgelegde doelstellingen werden bereikt en de resultaten die dankzij de uitwerking van het initiatief werden behaald.

§ 5. De federale overheid kan voorschotten toekennen aan de Gewesten en aan de Duitstalige Gemeenschap. Deze voorschotten kunnen niet hoger zijn dan de 80 % van de in artikel 8, van dit samenwerkingsakkoord, vermelde bedragen en conform de in artikel 8, §§ 1 en 2, van hetzelfde samenwerkingsakkoord, bedoelde verdeelsleutel. De niet-toegewezen bedragen zullen door de federale overheid worden teruggevorderd. De overige 20 % zal worden uitgekeerd na voorlegging van het in artikel 9, § 4, van dit samenwerkingsakkoord, bedoelde verslag en overzicht.

**Art. 10.** De contracterende partijen verbinden zich ertoe om met betrekking tot de overige financiële middelen die door hen worden ingezet ter ondersteuning van de in artikel 1, § 2, van dit samenwerkingsakkoord, bedoelde domeinen elkaar binnen het Overlegcomité te informeren teneinde de in artikel 4, van hetzelfde samenwerkingsakkoord, bedoelde principes te respecteren.

### HOOFDSTUK III. — *Verbintenissen van de federale Staat*

**Art. 11.** De federale Staat verbindt er zich toe om zijn verbintenissen van de federale Staat, als bedoeld in hoofdstuk 3 van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie van 4 juli 2000, bekrachtigd door de wet van 26 juni 2001, verder in te vullen, voorzover deze nog niet werden ingevuld, en indien nodig te actualiseren.

**Art. 12.** De federale overheid verbindt zich er toe een structureel overlegorgaan te creëren waarin de sector, de betrokken overheden en andere stakeholders van de sociale economie op formele wijze kunnen overleggen. Dit orgaan zal de sector en andere betrokken stakeholders tegenover de federale overheid vertegenwoordigen en in die hoedanigheid advies verlenen met betrekking tot het federale beleid inzake sociale economie.

De Koning bepaalt de samenstelling van dit overlegorgaan.

**Art. 13.** § 1. De federale staat zal instaan voor de financiering van de in artikel 7, § 8, van dit samenwerkingsakkoord, bedoelde activiteitencoöperatieven gedurende een opstartfase van één jaar. De federale Staat overlegt met de respectievelijke deelstaat over de op te starten initiatieven.

§ 2. De federale Staat verbindt zich ertoe een wettelijk kader voor het statuut van de "ondernemer in loondienst" uit te werken.

**Art. 14.** De federale Staat verbindt zich ertoe om in overleg met de deelstaten het statuut van de vennootschap met sociaal oogmerk te wijzigen. De federale overheid engageert zich eveneens tot het ontwikkelen van specifieke ondersteunende maatregelen voor dit soort vennootschap teneinde de sociale en maatschappelijke meerwaarde die zij genereren, te bezoldigen.

**Art. 15.** De federale Staat engageert zich tot het actualiseren van de definitie van sociale inschakelingseconomie zoals opgenomen in artikel 59 van de wet van 26 maart 1999, om te komen tot een effectieve weerspiegeling van de realiteit van de sociale economie in België.

**Art. 16.** De federale overheid engageert zich tot het oprichten van een steunpunt overheidsopdrachten. Dit steunpunt wordt belast met het informeren van de sociale-economie-ondernemingen over de mogelijkheden die geboden worden door overheidsopdrachten, en informeert de diverse overheden over de mogelijkheden die hen geboden worden om rekening te houden met het algemeen belang binnen hun openbare aanbestedingen.

HOOFDSTUK IV. — *Gezamenlijke verbintenissen van de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap*

Art. 17. De Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap verbinden zich ertoe om hun respectievelijke verbintenissen, zoals opgenomen in hoofdstuk 4 van het samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie van 4 juli 2000, bekrachtigd door de wet van 26 juni 2001, verder in te vullen, voorzover deze nog niet werden ingevuld, en indien nodig te actualiseren.

Art. 18. De Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap verbinden er zich ertoe om in het kader van hun bevoegdheden de voortzetting van de in artikel 7, § 8, van dit samenwerkingsakkoord, beoogde activiteitencoöperaties te garanderen na afloop van de in artikel 13, § 1, van hetzelfde samenwerkingsakkoord, bedoelde periode van 1 jaar.

Art. 19. De Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap verbinden er zich toe om een structurele oplossing te zoeken voor de problematiek van de buurt- en nabijheidsdiensten. Het karakter van buurt- en nabijheidsdiensten als dienstverlenende voorzieningen die de leefkwaliteit van de gebruikers verhogen door in te spelen op relevante collectieve en persoonlijke behoeften, die duurzame arbeidsplaatsen creëren voor alle medewerkers, en die medewerkers en belanghebbenden op participatieve wijze betrekken bij de interne organisatie en de externe dienstverlening, moet bewaard blijven.

Art. 20. De Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap verbinden zich ertoe om mee te werken aan het actieplan betreffende maatschappelijk verantwoord ondernemen, als bedoeld in artikel 7, § 9, van dit samenwerkingsakkoord, alsook in de eigen regio een actieplan betreffende de ondersteuning en promotie van het maatschappelijk verantwoord ondernemen op te stellen.

Art. 21. De budgettaire inspanningen die door de contracterende partijen in het kader van de artikelen 8 en 9 van dit samenwerkingsakkoord worden gedaan kunnen tevens worden beschouwd als publieke cofinanciering in het kader van het Europees Sociaal Fonds en het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling.

Art. 22. De Staatssecretaris voor Sociale Economie is belast met de coördinatie en het beheer van onderhavig samenwerkingsakkoord.

Art. 23. Dit Samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 januari 2005.

Opgemaakt te Brussel, op 30 mei 2005 in ..... origine(e)l(e) exempla(a)r(en) (Nederlands, Frans, Duits)

Voor de federale Staat :

De Vice-Eerste Minister, Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Economie,  
M. VERWILGHEN

De Minister van Werk,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister Maatschappelijke Integratie,  
Ch. DUPONT

De Staatssecretaris voor Sociale Economie,  
Mevr. E. VAN WEERT

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-president van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,  
K-H. LAMBERTZ

Vice-minister-president, Minister voor Tewerkstelling,  
B. GENTGENS

Voor het Vlaamse Gewest :

De Minister-president van de Vlaamse Regering,  
Y. LETERME

De Vlaams minister van Sociale Economie,  
Mevr. K. VAN BREMPT

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie en Werk,  
J.-C. MARCOURT

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
Ch. PICQUE

De Minister van Tewerkstelling en Economie,  
B. CEREXHE

## Bijlage

Voor het begrotingsjaar 2005 belopen de bedragen :

	Begroting 2005						
	Overzicht van de middelen van de Gewesten tijdens het begrotingsjaar 1999 (uitgangspunt)	Verdeelsleutel voozien in de " ACES " voor de verdeling van de federale middelen	Federale financiering in het kader van de " ACES " in 2005 (€ 13.117.000 + € 2.000.000)	Gewestelijke gezamenlijke financiering in het kader van de " ACES " in 2005 (overschot t.o.v. de begroting 1999)	Gemeenschappelijke inbreng in het kader van de " ACES " in 2005 (federaal + gewestelijk)	Inbreng van middelen te rechtvaardigen door de gewesten in het kader van de " ACES " voor 2005 (begroting 1999 + gewestelijk overschot van de middelen in het kader van de gezamenlijke financiering)	Minimumtotaal van de inbreng van middelen voor de sociale economie (eigen middelen van 1999 + totale federale en gewestelijke middelen in het kader van de " ACES ")
Vlaams Gewest	€ 12.749.164,00	55,70 %	€ 8.420.169,00	€ 8.420.169,00	€ 16.840.338,00	€ 21.169.333,00	€ 29.589.502,00
Waals Gewest	€ 4.709.976,97	33,00 %	€ 4.988.610,00	€ 4.988.610,00	€ 9.977.220,00	€ 9.698.586,97	€ 14.687.196,97
Brussels Hoofdsteljk Gewest	€ 1.375.809,06	10,00 %	€ 1.511.700,00	€ 1.511.700,00	€ 3.023.400,00	€ 2.887.509,06	€ 4.399.209,06
Duitstalige Gemeenschap	€ 0,00	1,30 %	€ 196.521,00	€ 196.521,00	€ 393.042,00	€ 196.521,00	€ 393.042,00
<b>Totaal</b>	<b>€ 18.834.950,03</b>	<b>100,00 %</b>	<b>€ 15.117.000,00</b>	<b>€ 15.117.000,00</b>	<b>€ 30.234.000,00</b>	<b>€ 33.951.950,03</b>	<b>€ 49.068.950,03</b>

—————

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1271

[2006/201048]

**9 MARS 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon rectifiant, par l'inscription d'une cinquième zone d'extraction à l'avant-projet de plan de secteur, l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 décidant la mise en révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin (planches 58/1 et 58/2) et adoptant l'avant-projet de révision de plan en vue de l'inscription de quatre zones d'extraction à Philippeville (Merlemont)**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 19, 22, 23, 25, 32, 42 à 46;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 décidant la mise en révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin (planches 58/1 et 58/2) et adoptant l'avant-projet de révision de plan en vue notamment de l'inscription de quatre zones d'extraction à Philippeville (Merlemont) et la carte signée figurant l'avant-projet de plan de secteur modificatif, partie intégrante de cet arrêté;

Vu l'arrêté royal du 24 avril 1980 établissant le plan de secteur de Philippeville-Couvin, modifié notamment par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 janvier 1989, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 1998 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2002;

Considérant que le texte de l'arrêté du 27 mai 2004 ne correspond pas à la carte qui lui est annexée; que le texte prévoit notamment l'inscription de quatre zones d'extraction et que la carte, tant par son titre que par la représentation des zones qu'elle figure, mentionne cinq zones d'extraction et une route de liaison régionale en projet et son périmètre de réservation entre le lieu dit "Hollande" et les dépendances de Merlemont;

Considérant que le Gouvernement confirme l'option retenue sur la carte, en raison de l'intérêt d'étudier dès à présent une solution qui permettrait la poursuite à une plus longue échéance de l'exploitation de dolomie de qualité par la société anonyme Dolomie de Villers-le-Gambon; que le projet permettrait ainsi le maintien de l'emploi sur le site tout en assurant l'approvisionnement du marché en dolomie jusqu'en 2035 selon les éléments présentés par la S.A. Dolomie de Villers-le-Gambon;

Considérant que le site concerné correspond au "Bois Saint-Lambert" à Moriachamps, d'une superficie d'environ 37 hectares;

Considérant que la liaison routière entre le lieu dit "Hollande" et les dépendances de Merlemont est indispensable au traitement des pierres extraites;

Considérant les projets de tracés proposés par l'exploitant pour la réalisation d'une piste permettant d'évacuer les produits du site du Bois Saint-Lambert;